drait de « s'en emparer ». Le protectorat résulte de traités internationaux reconnus par le Sultan, d'une part, et d'autre part, de la volonté du Saint-Siège. Aucune puissance ne saurait « s'en emparer » sans s'être, au préalable, mise d'accord avec le Vatican. Quant aux traités internationaux, ils ne sont pas seulement, en l'occurrence, la constatation d'une supériorité de force, mais ils sont surtout la consécration d'un long état de fait, de services séculaires rendus par la France aux intérêts de la chrétienté dans le Levant. On vient de voir quelles tentatives réitérées et quelles intrigues compliquées les puissances nos rivales ont conduites pour ruiner notre protectorat et pour s'en emparer¹. C'est aux efforts de nos adversaires que nous pouvons mesurer la valeur de notre patrimoine traditionnel et juger de sa solidité.

La papauté, de son côté, ne peut méconnaître la contradiction fondamentale qui existe entre ces deux mots : nationalisation et catholicisme. Nationaliser les missions, c'est-à-dire s'en remettre à chaque puissance de protéger ses missionnaires, c'est d'une part renoncer à protéger les missionnaires des petits pays qui souvent n'ont ni armée, ni marine, ni représentation diplomatique dans les pays lointains ; c'est ensuite et surtout rendre très difficile et très compliquée la protection des grands ordres internationaux ; c'est enfin sanctionner un principe d'individualisme national contraire à la tradition et aux intérêts catholiques. L'Allemagne, quoi qu'elle fasse, est une puissance luthérienne dont l'empereur est le *summus episcopus* ; l'Angleterre n'est pas catholique ; et quant à l'Italie, elle reste la puissance spoliatrice du

1. Voyez sur ce point nos ouvrages, *La Chine qui s'ouvre* (chapitre II) et *L'Empire de la Méditerranée* (introduction). — Perrin, éditeur.